**** (Participants de la région à Assemblée des femmes pour le climat 2023 à Lagos, Nigeria)

**DES VOIX AFRICAINES APPELLENT À UNE ACTION RADICALE LORS DE L'ASSEMBLÉE DES FEMMES POUR LE CLIMAT**

Les voix de 150 femmes africaines ont résonné fort lors de la deuxième assemblée des femmes pour le climat [Assemblée des femmes pour le climat](https://womin.africa/women-unite-for-climate-justice-reparations-dev-alt/) 2023 (WCA), où des participantes de 17 pays d'Afrique centrale et de l’ouest se sont réunies à Lagos, au Nigeria, pour apprendre et partager davantage sur leurs luttes respectives. Tenu du 24 au 28 septembre 2023, le rassemblement a réuni des femmes sous la bannière « *African Women Unite for climate justice, reparations, and development alternatives » (Les femmes africaines s'unissent pour la justice climatique, les réparations et les alternatives de développement)* Face à la crise climatique qui s'aggrave, les femmes africaines sont celles qui sont les plus touchées de manière disproportionnée. Pourtant, leurs voix et leurs luttes sont souvent ignorées et mises de côté par les gouvernements, les entreprises multinationales et les élites qui font passer le profit avant les personnes et la planète.

L'Afrique [se réchauffe plus vite](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/factsheets/IPCC_AR6_WGI_Regional_Fact_Sheet_Africa.pdf) que la moyenne mondiale, allant des inondations meurtrières en Afrique de l'Ouest, des sécheresses et des famines en Afrique de l'Est aux cyclones dévastateurs en Afrique australe, l'urgence climatique appelle des mesures drastiques si nous voulons éviter que les émissions de carbone ne dépassent les 1,5 degré de réchauffement climatique. Les femmes n'accepteront plus d'être de simples spectatrices de la crise mondiale qui touche profondément leur vie et leurs moyens de subsistance. Elles s'engagent au contraire activement dans une résistance radicale contre les activités minières et extractives destructrices, les mégaprojets tels que les barrages hydroélectriques, la monoculture, l'accaparement des terres et l'exploitation et la pollution continues de notre écologie et de nos ressources naturelles. Cette nouvelle ruée vers les richesses et les ressources minérales de l'Afrique fait peser un lourd fardeau sur les femmes en particulier, qui cultivent pour la consommation familiale et la vente sur les marchés, doivent parcourir de longues distances, souvent périlleuses, pour aller chercher de l'eau, et vivent avec l'extraction continue et impitoyable des ressources vers les pays du Nord.

Avec le soutien de quelques organisations non gouvernementales qui travaillent en solidarité avec les femmes des communautés et d'un groupe de pilotage composé de mouvements de femmes et de réseaux de base, l'assemblée a fourni un espace politique crucial aux femmes de l'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée Conakry, du Kenya, du Liberia, du Mali, du Mozambique, du Nigeria, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Zimbabwe. Elles ont participé à diverses activités, notamment des séances d'étude, des ateliers d'éducation politique, des chants et des poèmes, ainsi que la création d'affiches et de bannières. Les participantes ont échangé des connaissances en amplifiant les voix de leurs communautés pour soutenir et mobiliser la construction de mouvements dirigés par des femmes accompagnés de stratégies, et pour développer des alternatives au modèle économique extractiviste vers un modèle juste et centré sur les personnes.

Pour faire entendre la voix des femmes et des communautés de première ligne, l'assemblée s'est jointe à la troisième édition de la [Contre COP des peuples africains 2023](https://twitter.com/AfricanCJGroup)en organisant une session en ligne sur le colonialisme vert dans le cadre des assemblées populaires. Les deux événements parallèles avait pour objectif de mettre l'accent sur l'Afrique, d’offrir une plateforme indispensable pour leurs luttes collectives, et de partager la solidarité avec les communautés de tout le continent dans la lutte pour la justice climatique.

*« Nous leur demandons de changer le système. Nous ne pouvons pas vivre dans ce climat - il fait chaud partout, il y a beaucoup de maladies, nous ne pouvons plus survivre. Nos plantes meurent, nos animaux meurent. Nous devons changer les choses et leur dire : laissez notre climat tranquille ! La Contre COP nous permettra de faire de la COP un espace qui nous servira. Un espace où nous pouvons faire valoir nos demandes et veiller à ce que les voix des communautés soient au premier plan ». -* **Oumou Koulibaly, Sénégal**

À l'approche de la [COP28](https://www.dailymaverick.co.za/article/2023-10-02-african-governments-and-civil-society-at-odds-over-people-centred-approaches-to-climate-change-action/) qui se tiendra à Dubaï en novembre prochain et qui a été saisie par les entreprises polluantes qui font pression pour défendre leurs intérêts particuliers, en proposant de fausses solutions telles que Net Zéro et en faisant de l'écologisation de leurs activités pétrolières et gazières sur le continent, les voix des Africains doivent être au cœur des discussions, car c'est l'Afrique et ses habitants qui bénéficient le moins du pillage de ses richesses naturelles. Avec la hausse de l'insécurité alimentaire, les réfugiés climatiques, le ralentissement des économies et une crise humanitaire croissante, il est temps que les pollueurs paient leur dette historique pour les pertes et les dommages que l'Afrique a ressentis de la manière la plus aiguë.

*« Nous devons parler aux pollueurs des problèmes qu'ils causent à nos communautés. Partout où l'on se tourne, il y a des problèmes. Au bout de six ou sept ans, vous entendrez parler de l'équité, mais nous sommes toujours là. Nous devons nous réveiller et agir en tant que femmes ! Même si nous sommes là, on ne nous écoute pas. Nous devons nous réveiller et faire quelque chose qui nous rendra justice ». -* **Abie Freeman, Libéria**

À l'issue de l'assemblée, les participantes ont publié une déclaration dans laquelle elles exigent la justice climatique, des réparations et des alternatives au développement. Après le succès de l'assemblée inaugurale de l'année dernière à Port Harcourt, au Nigeria, il s'agit désormais d'une assemblée permanente où les femmes peuvent continuer à construire ensemble et à forger un nouvel avenir qui met en avant la puissante résistance des femmes africaines qui s'organisent pour un avenir juste, sain et équitable pour tous.

[FIN]

**Demandes de renseignements des médias :**

Fabian Nsemeke - Centre de ressources et de développement des femmes Kebetkache

Tél portable : +234 8131969053

Connie Nagiah - Alliance africaine WoMin

Tél portable : +27 0827300653